

- C** **5-15 octobre** : festival Érosions, cycle sur l'écologie politique. Le programme est disponible en ligne ou en papier dans différents lieux militants/associatifs.
- A**
- L** **7 octobre** : journée de mobilisation nationale contre l'agro-industrie appelée par le RAFU, la coalition des résistances aux fermes-usines.
- E**
- N** **13 octobre** : manifestation appelée par l'intersyndicale contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.
- D**
- R** **14 octobre** : bal folk dans le Trièves dans le cadre de la Déroute des Routes pour financer les recours juridiques contre les travaux sur la RD1075.
- I**
- E** **9 novembre** : conférence-débat à la Maison du Tourisme organisée par le collectif pour la gratuité avec des représentant.es de villes en gratuité
- R**

## QUI ON EST

L'Assemblée Générale écolo anticapitaliste regroupe des individus et des organisations du mouvement social pour mettre en commun, élaborer et coordonner des luttes à l'interface entre l'écologie et le social qui sont les deux faces d'une même pièce. L'AG est ouverte à tout le monde. À nos yeux, la lutte écologiste nécessite de rompre avec le capitalisme afin de nous réapproprier nos modes de production, de vie et de consommation pour répondre aux besoins de l'humanité tout en respectant les limites fixées par la nature.

Tu trouveras les dates des AG sur le site [ici-grenoble.org](http://ici-grenoble.org) et tu peux nous contacter à

[grenoble\\_anticapital@riseup.net](mailto:grenoble_anticapital@riseup.net) :)

## 100 JOURS POUR LES SÉCHER

Dans le cadre de la campagne «100 jours pour les sécher» lancée cet été, plusieurs actions contre les accapareurs d'eau ont été réalisées notamment : Un **convoi de l'eau** a été organisé par *Bassines Non Merci*, la *Confédération paysanne* et les *Soulèvements de la Terre* pour dénoncer l'accaparement de ce commun. Les près de 1.000 participant.es sont partis le 18 août de Sainte-Solline, pour passer à Orléans et finir à Paris le 26 août avec une manifestation dans les rues de la capitale. Au passage, l'occupation de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne à Orléans par une délégation a rencontré la préfète pour demander le moratoire sur les mégabassines. En effet, lors de la rencontre, la délégation a appris qu'un nouveau chantier dans les Deux-Sèvres venait de commencer.

Le **désarmement de plusieurs golfs** : l'un vers Poitiers en marge du Convoi de l'eau ; un deuxième dans le Var par des activistes d'ANV-COP21 avec un slogan creusé indiquant «L'eau est un bien commun» et une banderole «la lutte des classes commence ici» ; le rebouchage du *Brussels Drohme Golf Club* à Bruxelles avec vidéo à l'appui ; un golf vers Toulouse dont le président est aussi le patron de l'entreprise en charge de l'exploitation de l'autoroute A69 Castres-Toulouse qui avait fait l'objet d'une action soutenue par les *Soulèvements de la Terre* en avril dernier.

Le **désamorçage du système d'arrosage** du Stade Rennais par les *peuples de l'eau de Rennes* en fermant et cimentant une vanne. Le communiqué est à retrouver sur le site [leprintempsducare](http://leprintempsducare).

Une **manifestation en peignoir** sur la plage de Kerguelen à Larmor-Plage (Morbihan) près de Lorient. Les manifestants.es se sont opposés.es à la construction d'un centre de thalassothérapie en chantant : «On ne veut pas de thalasso. On veut des logements sociaux.»

L'organisation d'une **Baignade party à Crolles** entre les usines de Soitec et ST Microelectronics par le collectif *Stop Micro* qui annonce des mobilisations à venir contre l'industrie de la microélectronique.

L'organisation de l'**Eau Rage Party** en marge du camp d'été d'*Extinction Rebellion* à La Rochelle pour pointer du doigt la responsabilité des géants de l'agro-industrie dans l'accaparement des ressources. Des banderoles ont été affichées sur les silos du groupe *Soufflet* et la manifestation prévue a été empêchée par un dispositif répressif (hélicoptères, drones, photographie des pièces d'identité...)

## QUI SONT LES ACCAPAREURS D'EAU ?

(NON EXHAUSTIF)

### LES GOLFS

En Isère, on en compte une dizaine. Au moins la moitié sont des golfs 18 trous (les plus grands qui existent). L'Isère est donc un des départements de Rhône-Alpes qui en compte le plus, après la Haute-Savoie, et à égalité avec l'Ain.

Pour rappel, en prenant les chiffres de la *Fédération française de golf*, un golf consomme 25.000m<sup>3</sup> par an et par tranche de 9 trous ce qui représente la consommation annuelle de plus de 450 Français-es moyen.nes (sachant que la moyenne est influencée par les gros consommateurs). On a donc au minimum 375.000m<sup>3</sup> d'eau utilisés en Isère (29 millions à l'échelle du pays) soit la consommation de plus de 6.800 personnes pour un sport pratiqué par des classes globalement aisées.

### LES RETENUES COLLINAIRES

(MAIS PAS QUE)

Le programme «100 retenues pour la région» a été présenté comme une «action phare» du préfet de région dans la stratégie «Eau-Air-Sol» projetée à l'horizon 2040. L'idée était l'achèvement de 100 projets retenus au 31 décembre 2022. Parmi les départements qui comptaient le plus de projets identifiés : l'Ardèche (54), la Drôme (37) puis la Savoie (34) et l'Isère (31). La préfecture de la Haute-Savoie recensait elle «**58 retenues pour la neige de culture**» (ah, ce n'est pas pour fournir de l'eau aux populations alors ?) au 1er janvier 2023 dont les plus grosses peuvent contenir jusqu'à 300.000 m<sup>3</sup>.

Deux sont autorisées mais pas créées. Parmi les exemples qui donnent de l'espoir, on peut citer la station de Valmeinier, en Maurienne : le projet a été abandonné en janvier 2022 puis retiré du Schéma de Cohérence Territoriale.

Les retenues ne sont pas qu'en altitude, mais aussi en plaine : la retenue de la Villette (12.000 m<sup>3</sup>), à la Motte-Servolex a été créée en 2020 pour **3 agriculteurs (!)** maraîchers et arboriculteurs et 7 ha cultivés. Le projet se chiffrait à près de **910.000€**, presque exclusivement par de l'argent public.

## DES PROJETS TOUJOURS PLUS FOUS !

Aux Menuires (Savoie) un projet de *Surf Park* a reçu une autorisation de permis de construire par le maire des Belleville. Les 72.000 m<sup>2</sup> de terrains serviront de piscine couverte avec vague artificielle permettant la pratique du surf. L'association *Vivre en Tarentaise* a adressé un recours gracieux au maire en pointant du doigt l'utilisation d'eau et d'énergie incohérente avec les objectifs de «sobriété» affichés dans les plans d'urbanisme. Le maire l'a rejeté.

### ST MICROELECTRONICS & SOITEC

Les initiatives du collectif *STop Micro* ont permis de mettre un coup de projecteur sur la consommation en eau potable des grandes boîtes de microélectronique du bassin grenoblois. 11 millions de m<sup>3</sup> par an : c'est la consommation prévue avec l'agrandissement du site (soit près de la moitié de celle de l'agglomération). La *manif du 1er avril* dernier, une semaine après le rassemblement de Sainte-Soline a été l'occasion d'une première visibilisation du problème dans une ambiance familiale. Les salarié.es de ST s'emparent aussi du problème de l'intérieur : dans un tract sorti le 7 septembre dernier, la CGT ST Crolles alerte sur la gestion opaque de l'eau et rappelle les solutions qui existent pour une gestion plus viable, juste et équitable de l'eau potable. Leur conclusion : «Il n'y a aucun avenir possible pour une industrie qui excède les capacités du territoire où elle est implantée.»

### L'INDUSTRIE CHIMIQUE AVEC ARKEMA EN TÊTE

Ce géant de la chimie pèse 11,5 Mrds d'euros de chiffre d'affaire, emploie plus de 21.000 travailleurs, possède 148 sites industriels dans 55 pays différents et fabrique des produits pour un tas de secteurs : l'industrie, le transport, l'énergie, l'agroalimentaire, des applications néfastes (voiture connectée, avions, tablettes et smartphones, forages pétroliers). Le site de Jarrie produit du **peroxyde d'hydrogène** (plus gros producteur d'Europe) du **chlore**, de la **soude** et d'autres produits. L'usine classée Seveso, (à haut risque d'accident), rejette chaque jour **45 kgs** de perchlorates (un perturbateur endocrinien) et **1,6 tonne** de chlorates dans la Romanche.

**Cette autorisation de polluer vient de la Préfecture de l'Isère,**

qui avait interdit tout rejet en 1967 via un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP). Afin d'éviter la contamination du champs de captage, Arkema a mis en place un pompage de confinement permettant de garder les polluants au niveau du site, ce qui n'empêche pas l'ARS de conclure à «un risque fort pour la sécurité sanitaire des captages». Si le système de protection cesse de fonctionner, 500.000 habitant.es se retrouveront sans eau.

En France, près d'un quart des captages d'eau a été fermé depuis les années 80 (la première cause étant la pollution à 34%), mais on retrouve des molécules au niveau des points de captage et **la nappe en dessous du site jusqu'à Grenoble est l'une des plus polluée de France**. Malgré tout, aucune démarche n'a été engagée par les pouvoirs publiques, et même la directive européenne qui doit obliger à atteindre un bon état des eaux en 2027 ne sera pas appliquée.

## LE NUCLÉAIRE :

UN IMPACT MAJEUR, MAIS PEU CONNU, SUR LA RES-SOURCE EN EAU.

Par le réseau *Sortir du Nucléaire*

L'eau est un bien commun, dont la gestion devrait être le plus démocratique possible pour éviter les conflits d'usage entre les différentes consommations humaines (eau potable, agriculture, industrie, énergie...) et la préservation du vivant (biodiversité) : les luttes contre les méga-bassines et le *Convoi de l'eau* le démontrent actuellement. Mais l'impact d'une centrale nucléaire sur l'eau dépasse très largement celui d'une méga-bassine et reste peu connu ! Toute production thermique d'électricité (créer de la chaleur à partir charbon, fioul, gaz ou uranium) a besoin d'une source froide : **on ne peut échapper aux lois de la thermodynamique !**

« **Une centrale nucléaire est, d'un point de vue de l'efficacité, une centrale thermique comme les autres.** La vapeur y est produite, à l'intérieur du réacteur, par la fission de l'uranium. Un procédé comparable donc à ce qui se passe dans une chaudière à charbon ou à gaz... Toutefois, pour des raisons de sécurité bien compréhensibles, les niveaux de température sont moins élevés dans une centrale nucléaire, ce qui en dégrade le rendement. Il est ainsi admis que le rendement des centrales nucléaires est de 33 %<sup>1</sup>. Ce faible rendement contribue au réchauffement ambiant : **2/3 de la chaleur produite est donc perdue dans l'eau des fleuves, de la mer ou dans l'air.**

Mais se rajoute une autre nécessité de refroidir un réacteur nucléaire : le refroidissement de la réaction nucléaire est impératif pour pouvoir la contrôler et éviter l'accident de fusion... et cela même si la production électrique est stoppée. Ce refroidissement se fait de deux manières :

- en circuit **ouvert**, l'eau est dite **prélevée** dans les fleuves ou l'océan et est réchauffée puis rejetée presque intégrale-

ment. La centrale de St Alban prélève ainsi dans le Rhône l'équivalent de **2 piscines olympiques par minute** ;

en circuit **fermé** : si le prélèvement y est 20 fois moindre env., la **consommation** d'eau y est plus forte (1/3 de l'eau pompée) car des tours (aérogénérateurs) assurent le refroidissement en évacuant de la vapeur d'eau : Cattenom évapore ainsi 240.000 litres par minute d'eau de la Moselle.

**Même si la majeure partie de l'eau prélevée par les centrales est finalement rejetée après réchauffement dans les cours d'eau, elle est néanmoins indispensable au fonctionnement des centrales, qui l'accaparent donc au détriment d'autres usages ou besoins.**

Au niveau national, les proportions sont très importantes ! En 2013, sur les 38,4 milliards de m<sup>3</sup> d'eau douce **prélevée** en France, **plus de la moitié** (21 milliards m<sup>3</sup>) est destinée à la **production d'énergie** (principalement le refroidissement des centrales thermiques classiques ou nucléaires - **54,7%**)<sup>2</sup>. Ces valeurs sont assez proches de celles de la moyenne 2008-2018 : 32,3 milliards m<sup>3</sup> prélevés dont 50% (16 milliards m<sup>3</sup>) pour le seul refroidissement des centrales ; et leur **consommation** s'élevait à **31% (1,64 milliards m<sup>3</sup>)**.<sup>3</sup>

Mais bizarrement (ou pour masquer les conflits d'usage croissants ?!), les chiffres officiels baissent

fortement:

En 2022, pour la SFEN (Société française de l'énergie nucléaire), ce n'était plus que 48 % pour le prélèvement (26 milliards m<sup>3</sup>/an) et **22 % (550 millions m<sup>3</sup>/an)** pour la consommation<sup>4</sup>.

« Depuis cette année 2023, à l'échelle nationale, l'évaporation d'eau par les centrales nucléaires est largement sous-estimée. D'après le ministère de la Transition écologique, les centrales consommeraient, c'est-à-dire transforment en vapeur, **12%** de la totalité de l'eau douce consommée en France, soit environ **490 millions** de m<sup>3</sup> d'eau douce par an<sup>5</sup>. Or, il s'avère que ce chiffre ne tient pas compte de l'eau qui, pré

levée pour les réacteurs en circuit ouvert, est plus susceptible de s'évaporer. D'après les calculs de *Global Chance*, la totalité de l'eau évaporée par les réacteurs nucléaires en France équivaut plutôt au double de ces estimations, soit à 800 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an. À titre de comparaison, 260 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an sont consacrés à l'alimentation<sup>6</sup> ! ».

Les **rejets thermiques** permanents (et autorisés avec des limites) sont d'autant plus dangereux en période de sécheresse, car ils mettent en danger les écosystèmes aquatiques, notamment en multipliant algues et bactéries. Depuis quelques années, les dérogations à ces limites sont de plus en plus fréquentes. La chaleur de l'eau rejetée amplifie aussi les effets des rejets chimiques réguliers ou accidentels, par exemple,

les 5 centrales situées sur la Loire et la Vienne ont rejeté près de 6.000 tonnes de substances chimiques diverses... pour la seule année 2020.

**les situations d'indisponibilité et de pénurie des ressources en eau vont se multiplier dans les décennies à venir, affectant de façon durable la production d'électricité nucléaire<sup>7</sup>.**

Une baisse de 10 à 40 % du débit des cours d'eau est prévue d'ici la fin du siècle, d'après l'étude de référence *Explore 20708*. En périodes de sécheresse les prélèvements d'eau sont régulière-

ment revus à la hausse par prise d'arrêtés dérogatoires, pratique qui risque fort de devenir habituelle (priorité au nucléaire) au détriment de l'environnement.

Les **rejets radioactifs** dans l'eau sont eux aussi réguliers, autorisés... et peu régulés : le collectif «Loire Vienne Zéro nucléaire» a pu relever une concentration de tritium plus de trois fois supérieure aux normes à Saumur, à 25 km du point de rejet de l'eau de refroidissement de la centrale de Chinon. Le tritium, hydrogène radioactif, se combine allégrement avec l'oxygène pour constituer de l'eau radioactive : il en est déversé régulièrement dans la Loire et le Rhône depuis plus de 40 ans. Il est également présent dans l'eau potable de nombreuses villes du bassin versant de la Loire. Le captage pour l'essentiel de l'eau potable de Lyon n'est qu'à 30 km en aval des 4 réacteurs du Bugey (où 2 nouveaux réacteurs EPR sont annoncés). Or, on ne connaît pas encore suffisamment l'effet de l'ingestion régulière de faibles doses sur un temps aussi long.

L'industrie nucléaire est **vulnérable au réchauffement climatique** : selon un rapport de 2023 de la Cour des comptes,

À la lumière de ces faits, dans le contexte du réchauffement très rapide et du dérèglement climatique, la relance du nucléaire pour soi-disant « sauver le climat » apparaît pour ce qu'elle est :

**une illusion technocratique, une mise en danger de la biodiversité aquatique et une grave impasse pour les générations futures.**

Le Réseau **Sortir du nucléaire** mène actuellement campagne sur ce thème: <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-est-un-danger-pour-l-eau>

<sup>1</sup><https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/efficacite-energetique-une-centrale-nucleaire-est-une-centrale-thermique-comme-les-autres-133874>

<sup>2</sup><https://www.eaufrance.fr/les-prelevements-deau-dans-les-milieux>

<sup>3</sup>[https://www.francetvinfo.fr/meteo/secheresse/infographies-agriculture-eau-potable-centrales-nucleaires-comprendre-comment-l-eau-est-consommee-en-france-en-quatre-graphiques\\_5302522.html](https://www.francetvinfo.fr/meteo/secheresse/infographies-agriculture-eau-potable-centrales-nucleaires-comprendre-comment-l-eau-est-consommee-en-france-en-quatre-graphiques_5302522.html)

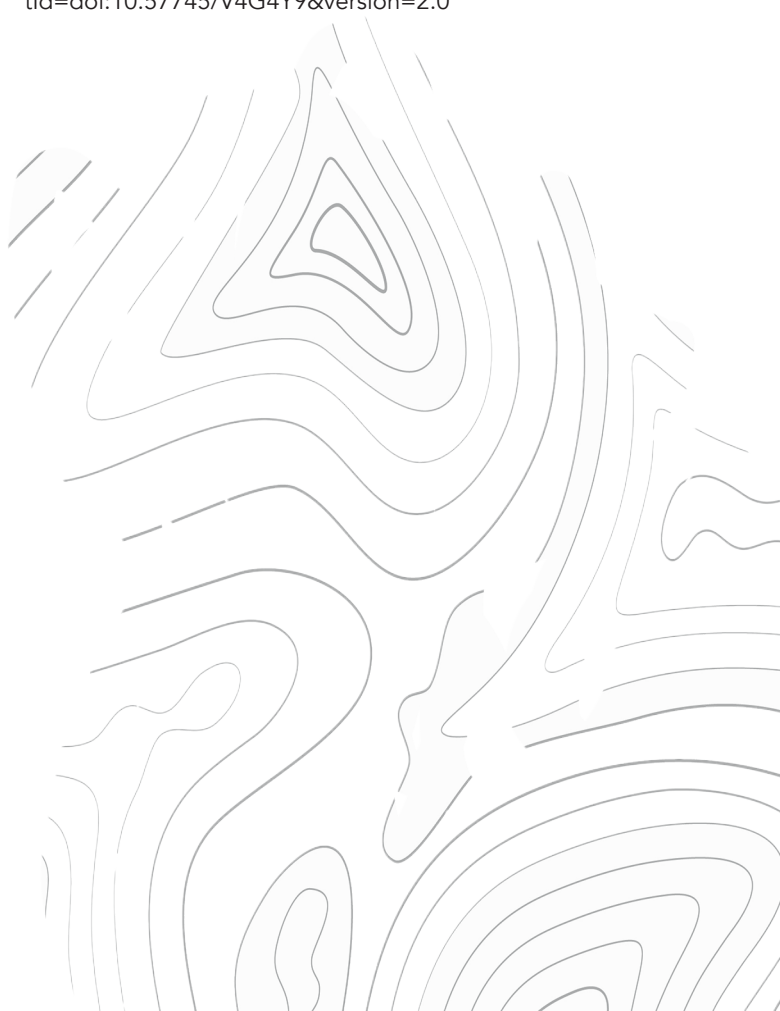
<sup>4</sup><https://www.sfen.org/rgn/data-le-nucleaire-et-leau/>

<sup>5</sup><https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/leau-en-france-ressource-et-utilisation-synthese-des-connaissances-en-2021>

<sup>6</sup><https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-fait-main-basse-sur-nos-ressources>

<sup>7</sup><https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-07/20230717-synthese-gestion-quantitative-de-l-eau.pdf>

<sup>8</sup><https://entrepot.recherche.data.gouv.fr/file.xhtml?persistentId=doi:10.57745/V4G4Y9&version=2.0>



# LE CAPITALISME VERT, ÇA EXISTE ?

Par les travailleur.euses de Schneider

*Schneider Electric* se targue d'être une entreprise verte, soucieuse de l'écologie et engagée dans ce sens. Elle a son label *green premium* (regroupant des normes européennes comme RoHS, Reach pour les substances polluantes et dangereuses, la gestion de l'impact carbone, le recyclage des produits...), sa publication trimestrielle de son indicateur SSI (*Schneider Sustainability Impact*), son implication dans des événements comme les *green walks* (pour le nettoyage bénévole de déchets) ou la construction de bassins sur ses sites avec la LPO (ligue de protection des oiseaux).

Mais *Schneider* est aussi une entreprise qui prône le bigdata et le 4.0 avec l'un qui nécessite de plus en plus de data-centers énergivores et l'autre qui demande énormément de composants électroniques. On peut alors se demander si ce n'est pas qu'une façade pour attirer les investisseurs et dorer son image auprès des client-es. Elle participe aussi à plusieurs projets que l'on peut voir comme contraires à ses valeurs.

On trouve par exemple le projet NEOM auquel elle devrait participer avec l'entreprise d'ingénierie *Worley*. Ce projet est la construction d'une ville de 170 km de long, 500 m de haut et 200 m de large en plein désert de l'Arabie Saoudite. Une ville zero carbone, autonome non polluante de dix millions d'habitant-es... sur le papier.

Actuellement presque aucune des technologies évoquées n'existe ou n'est aboutie (désalinisation avec énergie renouvelable, traitement des eaux usées pour une telle densité, production de nourriture, transport rapide...). On voit en revanche sur les rares images satellites des héliports, un golf, des villas. Et s'ajoutera à cela une piste de ski pour les jeux olympiques d'hiver en 2029. Pour le moment c'est plus un nouveau Dubaï. Sachant que le pays s'est engagé à avoir 50 % d'énergies renouvelables en 2030 et qu'il en est à 0.1 % aujourd'hui et sachant aussi que le pays dépend à 70 % du pétrole... On peut se demander si ce n'est pas un énième greenwashing. Dans tout les cas c'est déjà

**2 villages rasés, 20.000 personnes de tribus locales déplacées de force, des emprisonnements et au moins un mort reconnu.**

Et ce projet abouti équivaldrait à 1.8 gigatonnes de CO2...

*Schneider* participe également activement au projet très controversé EACOP en assurant la fourniture d'équipements pour la supervision, la sécurité de l'installation, et l'infrastructure électrique.

Pour rappel EACOP est un projet d'oléoduc (chauffé) de 1.443 km, mené par *TotalEnergies*, qui permettra d'acheminer du pétrole à travers l'Ouganda et la Tanzanie pour ensuite l'exporter.

Les conséquences de ce projet seront dramatiques aussi bien pour les populations locales (déplacement forcé de 100.000 personnes, mise en péril des ressources en eau...) , pour la biodiversité (déforestation, traversée d'habitats d'animaux emblématiques, fuites pétrolières...) et bien sûr pour le climat. À terme, l'objectif est de transporter 10 millions de barils par jour soit l'équivalent de 34 millions de tonnes de CO2 supplémentaires chaque année sans parler de l'impact inhérent à la construction de toutes les infrastructures nécessaires au projet.

Les actes sont bien loin du discours porté officiellement par la gouvernance de *Schneider Electric*, entreprise classée la plus durable selon *Corporate Knights* et qui s'est engagée à soutenir la transition énergétique en quittant les énergies fossiles.

Que ce soit le soutien au projets NEOM ou EACOP et peut être d'autres non connus à ce jour, cela démontre le cynisme de cette multinationale récompensée par des eco-labels à minima discutable, et qui à grands frais de greenwashing finement élaboré nous enfonce plus durablement vers une véritable catastrophe climatique.

Il semble bien que la politique RSE de *Schneider* à l'horizon 2050 soit « Touche pas au Grisbi 2050 » pour un développement durable du profit... et que la bifurcation écologique soit repoussée aux calendes grecques.

## AUTOUR DE GRENOBLE

Le 21 décembre 2023,

Montpellier inaugurera son réseau de transport gratuit pour toutes les habitant·es de la Métropole. Une délégation grenobloise avec des élu·es et des membres du collectif pour la gratuité se rendront à cette inauguration.

## EN FRANCE

**Déroute des routes** : lancement mi-septembre de la nouvelle saison de la Déroute des routes. Cette coalition de collectifs milite pour un moratoire d'interdiction de tout nouveau projet de bétonnage routier et s'oppose au modèle

«tout voiture». Des dates d'actions sont prévues tous les week-ends pendant 2 mois, dont plusieurs dans le coin.

**Soulèvements de la Terre :**

Nouvelle victoire avec la suspension par le Conseil d'État de leur dissolution. Si la bataille juridique n'est pas encore finie, la bataille politique est déjà gagnée par la puissance et la visibilité de ce mouvement qui fait converger militant·es, collectifs, travailleur·ses et habitant·es.

Deux projets de **mégabassines** sont à l'étude dans le Puy de Dôme pour un coût de 25 millions d'euros (financé à 70% par de l'argent public) et une capacité totale de 2,3 millions de m<sup>3</sup> (pour rappel celle de Sainte-Soline peut contenir 700 000 m<sup>3</sup>). Un collectif *Bassines Non Merci 63* s'est monté pour s'opposer aux projets.

En France, pour obtenir la chaleur extrême comme critère de pénibilité il faut travailler plus de 900 heures par an à plus de 30°C soit 25 semaines à 35 heures ! Alors qu'**une personne décède chaque jour dans le secteur du BTP** et que la France est la championne européenne des morts au travail (sans compter la souffrance) avec plus de 1.200 décès annuels, cette situation risque de ne pas s'améliorer. La CGT de Paris a lancé une campagne «Arrêt du boulot quand il fait trop chaud !» et trois députés LFI ont déposé une proposition de loi pour adapter le travail aux fortes températures.

## DANS LE MONDE

**20 août** : les Équatorien·nes ont voté à 59% l'arrêt de l'exploitation pétrolière d'une partie de la réserve amazonienne de Yasuni où vivent plusieurs peuples autochtones, ce qui devrait forcer l'exploitant Petroecuador à se plier au résultat du référendum.

Cet été en **Uruguay**, la moitié des 3,5 millions d'habitant·es n'avaient plus accès à de l'eau potable du fait de la sécheresse sans précédent qui a frappé le pays. Pour faire face à cette pénurie, le gouvernement a fait mélanger le peu de réserve d'eau potable avec de l'eau salée provenant de l'estuaire du Rio de la Plata avec forcément des conséquences sanitaires. En parallèle, Google prévoit d'installer un data center qui consommera 7,6 millions de litres par jour, soit l'équivalent de 55 000 personnes. Face à cela, la protestation et la colère gronde : «Ce n'est pas la sécheresse, c'est le pillage».

À **Mayotte**, la sécheresse frappe l'île de plein fouet et met en exergue les inégalités face aux conséquences du dérèglement climatique. Pour ce département, les restrictions d'eau sont malheureusement courantes (30% de sa population n'a pas accès à l'eau courante) mais depuis le 4 septembre, l'eau ne coule pas 2 jours sur 3 en moyenne et elle est souvent impropre à la consommation. Plusieurs causes à cette situation : le manque d'infrastructures pour rendre l'eau accessible ou encore l'absence d'un office de l'eau pour suivre l'évolution des réserves. Les solutions apportées à chaque «crise» de l'eau n'aboutissent pas où sont partielles (usines de dessalement dysfonctionnelles, fuites sur les réseaux). À cela s'ajoutent les dégâts du changement climatique et la déforestation qui empêchent de garder l'eau dans les sols. Mayotte est le département (ou plutôt une colonie...) le plus pauvre de France où 42% de la population vit avec moins de 160€/mois, mais Darmanin a annoncé « On ne manquera pas d'eau potable à Mayotte, il y aura des bouteilles d'eau pour tout le monde à des prix extrêmement raisonnables ». Actuellement, la bouteille de 1,5L coûte 1,25€, soit 3 fois plus qu'en France métropolitaine. Une première manifestation a eu lieu devant le syndicat des Eaux de Mayotte et la mobilisation devrait continuer !